VOL. XLVII — SAINT-BONIFACE, MANITOBA, MERCREDI, 2 JANVIER 1918

ABONNEMENTS

Canada .... $1.00 par année
Etats-Unis .... 1.50 " "
Europe .... 2.50 " "

Tarif des Annonces

1ère insertion, par ligne .... 12 cents
Chaque insertion subséquente 8 cents

N. B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 25 cents chacune.

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA
EST PUBLIE ET IMPRIMÉ
TOUS LES MERCREDIS
PAR
ANT. GAUVIN
IMPRIMEUR

Toutes communications concernant le journal ou l'imprimerie devront être adressées :

Le Manitoba
42 AVENUE PROVENCHER
SAINT-BONIFACE - MANITOBA
Téléphone : Main 3377

LE MANITOBA FREE PRESS

L'Article éditorial du *Free Press* de mercredi dernier ouvrirait la porte à bien des réflexions; malheureusement l'espace d'un journal hebdomadaire ne permet que le resumé des commentaires que nous pourrions faire.

Cet article nous parait clair et net, nous croyons le condenser fidèlement dans ces mots: Le verdict de la récente élection a démontré que Québec, c'est-à-dire les canadiens-français de tout le pays, en refusant de se joindre à la majorité Anglaise de la puissance dans sa détermination d'aider la cause des Alliés jusqu'aux dernières ressources du Canada, se sont isolés du reste de la confédération, et doivent se rendre compte qu'ils ne peuvent mener seuls à leur guise toute la population du Canada;—n'ayant pu élire par le vote français un seul député favorable à l'union ils ne peuvent par conséquent réclamer de droit un représentant dans le cabinet—à eux maintenant incombe le devoir de redresser la situation et de gagner ce qu'ils ont perdu.

Nous reconnaîtrons d'abord franchement la force de l'argument du *Free Press*, et s'il fallait seulement se confiner à la doctrine égoïste du "give and take" nous serions forcés d'admettre qu'il est sans réplique.

Il faudrait cependant pour cela se placer purement sur la doctrine terre à terre du joueur qui se dit: *"J'ai joué, j'ai perdu, à moi de m'en aller."* Il n'en est cependant pas ainsi quand il s'agit d'un peuple et de la formation d'un pays.

Le Manitoba a déjà donné son opinion sur les dernières élections, le *Free Press* lui-même l'a notée, nous n'y reviendrons pas. Ce sont du reste les sentiments que nos avons toujours partagés, et il nous sera peut-être permis aujourd'hui, comme preuve de ce que nous disons, de rappeler ce que disait notre journal du 9 novembre 1910, lors de l'élection de Drummond-Arthabaska. (Nous reproduisons ailleurs la partie de l'article auquel nous reférons et qui nous intéresse actuellement). Nos opinions depuis n'ont pas changées et nous ne pouvions pas croire à ce moment là que les événements nous donneraient si vite raison.

Si l'on étudie cependant l'histoire des vingt-cinq dernières années au Canada, l'intensité des rancunes, l'aigreur des discussions, la fureur des vengeances politiques, le manque de charité et l'oubli presque systématique des règles les plus élementaires de la justice et de l'équité dans les luttes électorales du dernier quart de siècle; si l'on relie à tête reposée les appels enflammés à la haine de race, les accusations graves et fausses, les mots blessants, le dédain farouche dont l'on a abreuvé une partie de notre population pendant les quelques semaines qui ont précédées la dernière lutte, ainsi que les mesures extraordinaires qui ont été prises pour la conduite des élections, sans perdre de vue non plus, les insanités et les idées subversives de l'ordre et du droit que l'on a jeté follement parmi notre population; les esprits les plus sérieux devront admettre que jamais temps était moins propice pour obtenir du peuple une opinion sage et pondérée, et jamais occasion plus favorable pouvait être trouvée pour donner au cri de race plus de force et de succès.

Dans ces circonstances on devrait partout montrer plûtot de la condescendance que de l'intransigeance. La bonne volonté ne peut pas être exigée d'un côté seulement et le vainqueur ne montrera pas qu'il est digne de sa victoire s'il s'évertue à humilier celui qu'il a battu.

Après la cession du Canada à l'Angleterre l'on a cru bon d'imposer un régime de fer; mais les hommes d'Etat Anglais n'ont pas tardé à comprendre qu'un régime de concession et de bonne entente valait mieux que les mesures rigoureuses. Après 1837, les appels à la raison et au bon sentiment du peuple; l'octroi d'une constitution plus équitable fut le signal d'un développement meilleur et d'une marche plus amicale. C'est alors que l'on a vu un homme comme Lafontaine chez les Canadiens-français, tout en sauvegardant la fierté de sa race, réussir à protéger les intérêts de ses compatriotes par ses vues larges, la grandeur de ses idées et la noblesse de son caractère. En 1867 l'établissement de la confédération Canadienne a vu l'union d'un Cartier avec un George Brown qui jusqu'à ce moment avait poursuivi et combattu avec fureur tout ce que le canadien-français idéalisait,vénérait et aimait. De longues années de paix ont succédées à des années de tourmentes et de violentes tempêtes.

Les luttes des dernières années ont ramené notre peuple à l'état de division profonde où se débattent actuellement les canadiens. Le fossé se changera bientôt en gouffre si la querelle de races se continue encore. Le temps est arrivé pour tous de s'arrêter et de penser profondément avant d'agir. Evidemment les exaltés ne disparaîtront pas tous, mais il appartient aux plus calmes de voir clair, d'agir et de diriger.

Le *Free Press* fait appel aux hommes d'Etat Canadiens-français, aux journalistes, aux membres du clergé à nos classes dirigeantes. Nous voulons accepter cette invitation sans arrière pensée et comme venant d'un désir réel d'échanges de bon sentiments; nous demandons d'être considérés de la même manière et nous désirons que nos remarques soient prises en bonne part. Nous n'hésitons donc pas à repondre à cette invitation. Nous croyons du reste que notre passé est là pour prouver que nous nous sommes toujours tenus du côté des grands principes Britanniques et l'on ne pourra jamais nous accuser d'être restés en arrière, pas plus aujourd'hui, qu'hier ou demain.

Nous croyons, et combien de fois l'avons nous repeté, que le devoir du Canada est de se ranger complètement du côté de l'Angleterre et des Alliés; nous croyons que non seulement c'est le devoir de notre peuple, mais qu'il y va de ses intérêts les plus sacrés et de son avenir, de fournir sa juste quote-part dans l'effort de tout le pays; nous croyons sincèrement que ceux de nos compatriotes qui veulent rétrécir la limite de nos devoirs au seul territoire Canadien, n'ont pas une claire vue de notre situation future dans le monde et l'humanité, si nous refusons aujourd'hui de donner toute notre sympathie et notre soutien à ceux qui souffrent et luttent pour le règne de la civilisation dans l'univers; nous croyons sincèrement qu'il est de notre devoir de dire à ceux de nos compatriotes, qui en ce moment soulèvent les passions de races et vont jusqu'à nommer traîtres à leur sang ceux qui sont en faveur de toutes les mesures qu'ils croient nécessaires à la cause des Alliés, qu'à notre jugement, ils travaillent plutôt à démolir qu'à édifier le monument de notre nationalité; nous croyons que la question qui prime toutes les autres actuellement, ici comme dans le reste du monde, est l'issue de la guerre, quelque affreuse que cette guerre soit et les sacrifices terribles qui s'en suivent; mais nous ne pouvons taire non plus notre profonde conviction que si la majorité de ce pays avait toujours montré et montrait aujourd'hui la considération que nos compatriotes ont le droit d'exiger, au lieu de continuellement les harceler par des procédés et des règlements injustes, des paroles injurieuses, des lois d'ostracisime que l'on sait de nature à geler leurs sentiments les plus généreux et les plus ardents, nos hommes d'Etat et nos chefs qui sur la question de la guerre pensent comme eux, auraient bien plus de facilité à diriger notre peuple dans la voie que nous désirons lui voir prendre, et qu'il prendrait avec enthousiasme, si pour une fois dans notre histoire les fanatiques voulaient garder le silence et rester chez eux. La politique en a presque toujours été la cause; lagravité du moment exige que tous changent de tactique.

Si quelques fois nous avons pu faire de la politique, si au milieu du combat nous avons pu blesser quelques susceptibilités nous le confessons loyalement, et dans ce moment de crise, nous voulons nous élever plus haut que les petites rancunes; nous voulons oublier les blessures que les adversaires ont pu nous causer dans le combat de tous les jours. La concorde est nécessaire, nous la voulons et nous sommes prêts a faire notre part largement. Dans ces circonstances il nous sera par conséquent permis de faire remarquer au *Free Press* que cet état d'âme doit se trouver chez lui comme chez nous. Le rédacteur du *Free Press* est trop intelligent pour ne pas savoir qu'il a fait lui aussi de la politique, il n'a pas toujours traité ses adversaires avec le camle et la délicatesse qui semblent nécessaires actuellement. Ses polémiques ont été lui aussi bien souvent acerbes et n'ont pas toujours planées audessus de la passion et du terre à terre de la politique. Il devra reconnaître qu'il doit lui aussi s'amender et si un George Brown a pu le faire au moment de la confédération, le rédacteur du *Free Press* peut faire de même aujourd'hui. C'est du reste son devoir de le faire s'il veut donner à ses conseils et à ses appels la force requise dans l'occasion. Ce que nous disons là ne s'adresse pas à lui seulement mais à un grand nombre de ses confrères Anglais. A notre tour nous transmettrons les appels du *Free Press* aux hommes d'Etat Anglais, à leurs journalistes, aux membres de leur clergé, à leurs hom-d'affaires et à leurs financiers.

La paix ne saura se faire cependant et il importe de le dire tout de suite franchement, sans qu'il y ait dans toutes les provinces du Canada le désir sincère de ne rien faire qui puisse affecter le *libre exercice et le développement de notre foi et de notre langue.* Nous voulons rester Canadiens-français et catholiques; nous voulons que nos enfants soient encore meilleurs que nous, tout en restant parfaits sujets Britanniques, loyaux à l'Angleterre et au souverain. Nous ne voulons qu'un drapeau, le drapeau Britannique, mais nous avons le droit de conserver et nous voulons la protection de notre langue et notre foi; ajoutons immédiatement que non seulement nous consentons, mais nous désirons vivement apprendre à parler correctement la langue anglaise. La connaissance parfaite des deux langues est possible, et l'on ne peut sans injustice nous la refuser. Nous ne demandons rien de plus. Osera-t-on dire que nous sommes trop exigeants et qu'une entente loyale est impossible sur une telle basse. Que l'on sorte cette question de la politique, et si l'on doit a dmettre qu'il y a bien des façons de règler la question d'une manière équitable pour tous, nous proposons la suivante.

Que l'on nomme une commission d'hommes sérieux, composée de représentants des deux races et représentant chaque province. Ces hommes pourraient trouver une solution qui amènerait la paix dans tout le Canada. Cette paix se ferait tout de suite si l'on voulait donner aux Canadiens-français et aux catholiques des provinces anglaises la même considération que les protestants anglais reçoivent dans la province de Québec. Encore ici, est-ce trop?... et pourquoi?

Nous donnons ailleurs un extrait de *l'Enseignement Primaire* de septembre 1917, qui fait voir d'une manière éclatante la paix et la concorde qui règnent là-bas sur ces questions si délicates de la langue et de la religion. Pourquoi pas ici comme à Québec?

C'est là pour les Canadiens-français le point capital, nous oserions dire la cause unique de leur mécontentement. Faudrait-il penser que les événements des derniers temps seront longtemps considérés comme une pierre d'achoppement à tous les efforts que pourront faire les hommes bien pensants vers une paix louable. Nous ne voulons pas le croire, car ce serait diminuer la valeur des chefs actuels du gouvernement et ce serait mettre de nouveaux embarras dans le rouage de la machine nationale par des exigeances trop prononcées et non permises.

Il faut se rappeler que les derniers événements se sont précipités avec une vitesse extraordinaire, le peuple comme les individus ont du prendre des décisions hâtives; même si la gravité de la situation l'exigeait on ne pouvait demander à tous les électeurs de se départir subitement de toutes leurs habitudes et de toutes leurs idées. Le gouvernment d'union ne pouvait exiger du peuple confiance absolue et respect complet, immédiatement après sa formation, surtout quand il était composé d'hommes qui peu de jours auparavant se lançaient à la tête les épithètes les plus violentes. Le gouvernment d'Union, disait-on, était formé sous l'empire d'une pensée patriotique; on demandait l'oubli du passé pour tourner les énergies de tous vers un but commun la défense de la cause de l'humanité représentée par les armées des Alliés;—Soit,—mais pourquoi toutes ces injures aux canadiens-français, cette unanimité à les exclure des rangs comme pour les forcer à s'isoler de plus en plus; car enfin ceux qui relieront à tête reposée les paroles injurieuses dont on les a saturées devront admettre qu'il leur aurait fallu une nature plus qu'humaine pour s'enthousiasmer d'une cause dont les défenseurs leur présentaient des armes semblables.

N'a-t-on pas vu des journalistes, alliés, à la veille même de l'engagement solennel, s'asséner sur la tête des coups de massues terribles; exemple le Telegram de Winnipeg, qui publait en lettres majeures l'article le plus agressif possible contre le Free Press et ses propriétaires. C'était le croc-en-jambes le plus dangereux qu'un soldat pouvait donner à son camarade. Pouvait-on après cela blâmer l'électeur d'avoir ses doutes sur l'organization toute entière? Non, c'était impossible. Le gouvernement d'Union se doit aujourd'hui à lui-même et à ceux qui ont voulu lui doner le droit de vivre de donner ses preuves et de montrer sa sincèrité. Le jour où il aura taxé le riche, arraché des exploiteurs les profits honteux, donner à l'agriculture et à la production la protection nécessaire, remis l'ordre dans le pays, ce jour là, il aura droit à la confiance unanimine du peuple, mais pas avant.

Pour le moment tout ce qu'il peut réclamer, c'est le temps nécessaire pour mettre à exécution son programme qui est d'une importance capitale, et si lourd de conséquences, qu'il serait insensé et excessivement injuste de lui en demander la solution immédiate. Il lui faut marcher surement et ne pas faire de faux pas qui seraient plutôt de nature à conduire le pays à la ruine qu'à le sauver. Le calme, l'étude sérieuse et la bonne volonté doivent donc être exigés de tout le monde.

La question Canadienne-française est une de celles qui méritent l'attention et la considération la plus approfondie. Si seulement ceux qui ne pensent pas comme nous et qui ne sont pas de notre sang voulaient se rendre compte que les questions de l'âme, auxquelles se rattache indissolublement la question de langue, sont pour le Canadien-français celles qui priment toutes les autres, ils arriveraient vite à une solution définitive et satisfaisante de la question qui cause le plus d'ennui et le plus d'embarras au peuple Canadien. On nous concèdera de la franchise quand nous dirons que c'est la seule base sur la quelle nous puissions asseoir nos destinées. Sans la reconnaissance de ce principe, liberté de notre langue et de notre religion c'est la guerre continuelle et sans fin. Les élections se repèteraient avec le même résultat aussi longtemps qu'on le voudrait; la majorité du nombre l'emporterait sans cesse, le règne du plus fort serait constant que la paix ne saurait exister; ce serait toujours la lutte, malheureuse mais nécessaire. Que cette situation ne puisse être régularisée, si l'on veut sincèrement s'en donner la peine, nous ne pouvons l'admettre. Qu'il y ait des exagérations chez nous, nous voulons le reconnaître; mais nous avons le droit de demander que les autres reconnaissent aussi qu'ils vont trop loin. Tant que le monde sera monde, il y aura lutte religieuse, il serait enfantin de le nier. Tant que nous vivrons il y aura des brouillons dans tous les camps; les démagogues trouveront toujours moyen d'exposer leurs doctrines et de soulever les masses à certaines époques; mais si le bon sens, l'esprit d'équité et de justice, la droiture et le véritable désir de la paix règnent chez nos hommes publics, ces vents de passions seront vite chasser de l'atmosphère Canadienne.

Le gouvernement d'Union a une oeuvre à accomplir. Il peut refaire ce que l'on a reussi à accomplir à chacun des moments les plus critique de notre histoire. Espérons que les Baldwin, les Lafontaine, les Macdonald, les Cartier, les Georges Brown trouveront aujourd'hui de dignes imitateurs. Nous sommes prêts à faire notre part. Nous répètons que ces remarques ne s'adressent pas particulièrement au Free Press. En lisant attentivement son article, ces idées nous sont venues à la pensée et nous avons cru opportun de les exprimer.

LA CONFEDERATION

M. Francoeur, député de Lotbinière, a choisi un bien mauvois moment pour livrer sa motion à la discussion publique. Ce sera un coup d'épée dans l'eau espérons qu'il ne sera pas assez fort pour couvrir notre peuple d'une nouvelle aspersion de préjugés qui ne pourra que retarder encore sa marche en avant.

Nous sommes à peine sortis d'une bataille électorale que l'on pourrait appeller plus justement une guerre de races; et voilà qu'un député de Québec, afin de se mettre en évidence, sans souci des conséquences graves qu'une telle démarche peut amener sur son peuple, n'hésite pas à jetèr dans les cendres encore chaudes un nouveau tison enflammé.

Nous ne nous rappelons pas le nom de ce personnage de l'antiquité qui pour se rendre original faisait couper la queue de son chien; mais il nous semble que si M. Francoeur tenait absolument à faire parler de lui, il aurait pu se contenter d'un moyen semblable, sans se servir d'un procédé qui tout benin qu'il puisse paraître, peut amener dans les circonstances présentes une conflagration générale.

Nos hommes publics aiment pu peu trop à jouer aux Don Quichotes. On fait parler de soi; on détourne l'attention du peuple de la question sérieuse et importante, on le trompe, puis quand le mal est fait, on lui laisse supporter seul toutes les conséquences, bien heureux encore si on ne l'accuse pas d'être le seul coupable.

Vraiment c'est à se demander si un certain nombre de nos compatriotes ne cherchent pas continuellement à jeter nos concitoyens à l'eau, pour se donner ensuite l'avantage de se proclamer des sauveurs. Nous n'avons pas l'intention aujourd'hui d'entrer dans un débat sur les avantages ou les désavantages de la confédération. Nous ne croyons pas le moment propice pour une telle discussion et nous ne pourrions du reste pas le faire dans un article de journal.

Nous désirons cependant attirer l'attention de nos amis de la province de Québec sur un point qui est aussi important pour eux que pour nous, même s'ils ne le croient pas; nous voulons parler de la situation et des intérêts des centres canadiens-français qui se trouvent situés en dehors de la province de Québec.

Ce qui est dit dans les provinces anglaises contre les Canadiens-français est noté avec soin dans la province de Québec; on s'en sert même très souvent pour avancer ses petites affaires personnelles. Il ne faut pas oublier cependant que ce qui est écrit et dit dans la province de Québec contre les Anglais, est aussi noté avec soin dans les provinces anglaises. La aussi on s'en sert copieusement et malheureusement avec préférence sur ce qu'on dit de bien.

Dans tout cela quels sont ceux qui en souffrent? Les citoyens de la province de Québec? Non. Mille fois non. Ceux qui en portent le fardeau, tout le fardeau, ce sont les minorités françaises dans les provinces anglaises.

Quelques uns semblent oublier trop souvent dans Québec qu'il n'y a pas un pays au monde où le peuple jouisse d'une plus grande liberté que sur les bords du St-Laurent; l'on semble oublier trop souvent que le Canada Français ne se confine pas aux limites de la province de Québec, mais que nos intérêts s'étendent de l'Atlantique au Pacific.

Les Canadiens-français accomplissent ici une oeuvre et défendent des positions qui sont d'un intérêt vital non seulement pour eux mais pour tout le peuple Canadien-français. Nous appartenous à la famille Canadienne-française. Nous fournissons notre part, notre immense part dans la construction de l'édifice Canadien. Nous écrivons nous aussi une bonne partie de l'histoire nationale et nous contribuons largement aux archives de notre nationalité. Nos compatriotes de la province de Québec ne sont pas les seuls à être considérés dans la confédération Canadienne, nous aussi nous avons des intérêts dans cette confédération et les hommes publics de la province de Québec ne sauraient traîter cette question et l'envisager purement à leur seul point de vue, sans causer une injustice grave à leurs compatriotes des autres provinces.

Le jour où le peuple de la province de Québec pour satisfaire un point d'orgueil ou se payer un coup de tête, se sera separé de la confédération Canadienne; il aura repèté le mot de la Pampadour "*A quoi sert, ces quelques arpents de neige*", il aura écrit l'une des pages les plus sombres de notre histoire, il aura imprudement abandonné ses compatriotes éloignés, il se sera drapé dans le manteau de l'égoisme qui ne pense qu'à soi, il aura divisé la famille Canadienne-française en deux sections, il se sera fait l'assassin de ses frères, il se sera peut-être suicidé lui-même.

La confédération a été assise sur des basses solides; des hommes d'Etat à vues larges ont présidé à son établissement; on a voulu unir dans un bloc compact les différentes provinces du Canada dans le but de faire un pays puissant, fort et grand; on a voulu unir toutes les énergies vers un but commun; le développement de nos richesses innombrables et infinement variées. L'Est et l'Ouest que la nature avait

A suivre sur la page 4

LE DROIT

Dans un accès de colère terrible le *Droit* d'Ottawa se déclare farouchement contre l'entrée de Canediens-français dans le cabinet unioniste. Il voue d'avance au mépris et classe dans la colonne des traîtres, quinconque parmi nos compatriotes, oserait accepter un portefeuille de ministre de la main de sir Robert Borden.

Nous ne partageons pas cet avis et nous croyons plutôt que les Canadiens-français qui consentiront à entrer dans le cabinet d'Ottawa rendront un grand service a leurs compatriotes Canadiens-français. Un refus absolu de notre part serait aussi désastreux pour nous qu'il serait fatal au Canada si le premier ministre oubliait de faire l'invitation. Dans l'un ou l'autre cas ce serait un acte de politique étroite, indigne d'hommes d'Etat dans les circonstances présentes. Nous ne craignons pas l'isolement, ce mot ne nous fait pas peur, mais l'abstention obstinée nous y conduirait. Nous avons tous soufferts et nous avons tous protestés contre les moyens odieux et la brutalité de langage dont un trop grand nombre d'hommes publics et de journalistes se sont servis durant la dernière campagne électorale; mais de là à s'en faire un prétexte pour tout rompre et tout casser, il y a de la marge. Se baser sur ces propos pour d'avance appeler traîtres ceux de nos compatriotes qui auraient la largeur de vues et le courage d'entreprendre le travail phénoménal de ramener nos populations à des idées plus sages et plus fraternelles il y a plus que de la marge, c'est un gouffre.

Un Canadien-français peut entrer dans le ministère sans l'abandon d'aucuns des principes chers à notre nationalité; il peut mépriser les injures du fanatisme et de l'ignorance, il peut accomplir une oeuvre de paix, et au lieu d'être un valet, comme le dit le *Droit* il peut jouer un rôle de premier ordre et devenir dans les conseils de la nation un protecteur sage et éclairé de son peuple et de sa foi.

Nous sommes presque revenus au temps des Lafontaine, des Taché et des Cartier; si nous voulons vivre nous devons être de taille à les imiter et assez forts pour briser et sauter par dessus les obstacles qui barrent notre course. Notre histoire nous a souvent montré de beaux talents qui n'ont réussi qu'à démolir. Par contre elle nous a fait aussi admirer et remercier des patriotes fiers, calmes et fermes qui ont su conduire notre barque à bon port, tout en forçant la défiance de nos adversaires à se changer en respect pour nous.

L'intransigeance absolue n'est obligatoire que sur les cas de conscience, et l'honneur est plus grand au milieu de la tempête de mettre la main au gouvernail pour sauver le navire que de le laisser balloté par les flotsau risque de le voir s'engloutir, pour satisfaire une idée de vengeanceou cicatriser une blessure reçue injustement.

Espérons que le brouillard qui nous environne se dissipera bientôt et qu'à la lumière de la justice nous pourrons poursuivre notre chemin avec plus d'assurance et plus de confraternité.

Paroles vraies alors, paroles vraies aujourd'hui

Extrait d'un article du *Manitoba*, en date du 9 novembre 1910 au sujet de l'élection de Drummond-Arthabaska :

"Nous avons grandi, il est vrai; nous formons une colonie autonome, nous l'admettons tous; mais c'est justement parce que nous avons grandi, parce que nous sommes devenus forts, que nous, ne sommes plus à l'état où nous étions il y a cinquante ans.

Nous avons des obligations auxquelles nous ne saurions nous soustraire, pas plus que nos concitoyens anglais.

Il ne faut pas instruire le peuple de la province de Québec dans l'idée qu'il

(*A suivre sur la 4me page*)

LA CONQUETE DE LA PALESTINE

La ville de Gaza, emportée d'assaut par les Anglais, il y a trois semaines, a montré une fois de plus qu'elle mérite bien ce nom de porte de l'Asie qui de tout temps lui a été donné. Qu'il s'appelle Thothmes II ou sir Edmund Allenby, le conquérant venu du Nil, qui réussit à s'en emparer, a vite fait de devenir le maître de la Palestine et de la Syrie. Nos alliés sont aujourd'hui installés tout près de Jérusalem, puisque, le 19, ils prenaient à la pointe de la baïonnette Kuryet-El-Enab, qui n'en est éloigné que d'une dizaine de kilomètres. Quelques jours passeront cependant avant que la ville sainte soit définitivement enlevée aux Turcs. Les soldats britanniques n'avancent maintenant sur la terre sainte qu'avec le plus grands respect. Si nous en croyons certains dires, il n'y aura pas de cortège militaire à l'intérieur des vieux murs. De même que Godefroy de Bouillon refusa de porter la couronne d'or "là où le roi des rois avait porté la couronne d'épines", le commandant en chef britannique ne veut pas triompher auprès du Golgotha. Par contre, tous les drapeaux des nations alliées flotteront sur la cité. Ainsi la chrétienté, dévastée par l'Allemagne, et qui s'est réfugiée dans notre alliance, affirmera sa vigueur au sol même qui, depuis près de deux mille ans, n'a cessé de la marquer. L'Allemagne, qui a tant spéculé sur les sentiments de répulsion que les enquêtes anglo-françaises devaient inspirer au reste de l'univers, qui a essayé de voler nos traités et de les interpréter contre nous, en Amérique notamment, verra bientôt si la possession de Jérusalem n'ajoutera pas un nouveau lien à la société des nations qui combattent sa tyrannie.

Mais ce n'est là qu'un symbole. Qu'il ne nous empêche pas de mettre chaque détail politique et militaire à sa place dans le vaste tableau turc. L'éclouement des lignes ottomanes de Gaza, d'Hébron et de Jaffa, se répète au nord de Bagdad, où l'armée de ce vaillant sir Stanley Maude, qui vient de mourir en plein succès, déclare qu'elle avance sans aucune peine et que seul le souci de ne pas étendre outre mesure ses lignes de communication, sans être couverte sur la droite, la conduite à limiter son offensive. Il n'est pas jusqu'aux détachements russes, éparpillés dans les territoires conquis l'an dernier—apparemment aucun effort n'a été déployéloyé pour les en chasser—qui ne reçoivent chaque jour de nombreux prisonniers. La conclusion déjà tirée des événements de Turquie se confirme donc. Le général von Falkenhayn n'a pas remis le vieil empire sur un pied bien vigoureux. En Asie, il semble devoir céder assez aisément aux coups qui lui seront portés. Nous ne voulons pas anticiper imprudemment sur l'avenir. Mais on peut entrevoir le jour où déjà privé de son terminus, le fameux chemin de fer de Bagdad, principal instrument de la domination turco-germanique sur les populations arabes, syriennes, etc., sera brisé en son centre. Ce jour-là, sur la grande oeuvre de Marshal de Bieberstein, nous aurons pris notre revanche locale. Et, autant qu'il était en notre pouvoir après la défaillance russe, nous nous serons munis de tous les moyens possibles pour faire équilibre à la poussée orientale de l'Allemagne, pour la tenir à l'écart des points qui importent essentiellement à nos intérêts et à ceux de nos alliés: la Perse, l'Inde, la Syrie, l'Egypte—et, espérons-le, pour la réduire.

Ce sont ces opérations que visent les Allemands quand ils parlent de notre impérialisme. Impérialisme de contrepoids, si l'on veut. Le malheur est qu'il soit venu si tardivement. Plus vif à se déclarer, et aboutissant voici dix ans à "l'internationalisation" équitable de Bagdad, il eût peut-être épargné au monde la terrible calamité d'aujourd'hui. En Turquie, nous ne sommes conquérants que dans la mesure où notre conquête est nécessaire pour effacer la conquête allemande.

Centre symbolique où va se retrouver la chrétienté liguée contre les germaniques, coeur de l'Empire asiatique des Turcs, les pays syriens et arabes ont une importance spéciale du point de vue des rapports franco-anglais. La Syrie est le berceau de la tradition méditerrannéenne de notre patrie. Géographiquement, les pays arabes peuvent être considérés comme l'un des grands points de soudure de l'Empire britannique. Enfin l'Angleterre et la France, grandes puissances musulmanes en Asie et en Afrique, et qui viennent de détruire le panislamisme turco-germanique en arranchant la ville du Prophète à l'autorité du sultan de Constantinople, ont le devoir primordial de soutenir l'indépendance du jeune royaume de l'Hedjaz. Ces considérations suffisent à montrer combien les accords qui ont été conclus pour sauvegarder ces grands intérêts compteront désormais dans l'Entente cordiale. Rien n'a été laissé au hasard—comme il était utile en si importante matière—et aucune négociation n'aura à suivre les pas des soldats. Quelques paroles récentes de M. Balfour, au sujet de l'avenir des juifs en Palestine, ont pu susciter chez certains une impression différente. Elle est vaine. Il est entendu que rien de ce qui peut engager l'avenir du pays ne sera conclu que de notre gré.

Malgré tout, il est à souhaiter que la France soit dignement représentée en Syrie pendant les heures décisives qui vont sonner. Nous y avons, mêlés à l'armée britannique quelques contingents et deux ou trois de nos vieux bateaux ont pris part au bombardement de Gaza. On allègue qu'il serait utile d'ajouter un peu à notre représentation militaire et militante. Bien entendu la bonne foi de nos amis britanniques n'est mise en cause par personne, mais on prétend que notre puissance militaire ne doit pas être entièrement dérobée aux yeux des Orientaux.

Nous comprenons ces craintes sans les partager entièrement. Le monde arabe et syrien est étonnamment au courant de l'histoire belliqueuse de notre Occident—dont il s'occupe beaucoup. Pour preuve, nous n'en voulons que cette exclamation de "Verdun!" dont le roi du Hedjaz saluait l'un de nos envoyés, le colonel Cadi, au pèlerinage de l'an dernier. Et puis, Anglais et Français ont trop de raisons de resserrer les liens qui les unissent, dans ces régions qu'avant la guerre leur manque d'harmonie allait peu à peu leur faire perdre, pour ne pas tenir à y montrer, en toute occasion,—et quelles que soient les forces respectives des uns et des autres—leurs drapeaux fraternellement unis.

PERTINAX.

L'UNITE DE COMMANDEMENT

I

La question du commandement ne peut plus s'éluder. M. Lloyd George, dans l'admirable discours qu'il a prononcé à Paris, l'a posée tout en l'éludant. Il sera le dernier qui ait eu ce pouvoir. Admirable discours en vérité, tout imprégné de cette poésie ardente et profonde de son pays de Galles apparentée à nos mystérieuses légendes bretones, tout baigné d'un romantisme où la sincérité des *Confessions* de Jean-Jacques s'allie à la grandiloquence magnanime des *Mémoires d'Outre-Tombe!* Le poète anglais a versé des larmes émouvantes sur le sacrifice français, sur le sang français répandu: "La France, a-t-il dit, possède à un plus haut degré qu'aucune autre nation le don de se sacrifier pour la liberté du monde." Mais peut-être nous appartient-il de ne pas laisser de tels sacrifices devenir inutiles. Admirable et déconcertant discours, où, après avoir montré dans la diplomatie des Alliés une telle accumulation de fautes qu'aucun homme d'Etat dans aucun pays ne fût demeuré au pouvoir après les avoir commises,—et peut-être est-ce une grande sagesse d'autoriser leurs auteurs à les réparer,—il conlut en présentant à l'Entente le remède certain à tous nos maux, le remède infaillible qui va nous guérir de nos incertitudes et de nos tergiversations et nous assurer—enfin!—l'unité dans les directives. Ce remède, ce n'est pas trop du désastre italien pour nous l'avoir révélé. En vérité quel est-il? Si vous n'avez jamais assisté à l'enfantement d'une montagne accouchant d'une souris, lisez le disours de M. Lloyd George. Car ce remède, c'est un Conseil international convoqué une fois par mois à Versailles, et *sans responsabilité.*

M. Lloyd Geore aura-t-il dans ses loisirs le temps de relire l'histoire des coalitions dont fit partie la Grande-Bretagne au cours des siècles passés? Car rien ne serait plus erroné que d'imaginer que la guerre que nous vivons a revêtu des proportions qui interdisent de la comparer aux autres guerres. Toutes les guerres qui ont eu pour en jeu la rupture de l'équilibre européen présentent des points de comparaison avec l'actuelle. Et c'est pourquoi il n'est peut-être pas inutile de remettre sous les yeux du premier ministre anglais cette lettre de son illustre compatriote, le général en chef Marlborough, au Grand Pensionnaire de Hollande, qui est datée du 2 août 1705 au camp de Meldert:

"Je déplore véritablement la marche de nos affaires ici, au sein de l'armée alliée, malgré la supériorité et la bonté de nos troupes, qui devraient nous inspirer la certitude du succès. Si les choses restent sur le même pied qu'à présent, il sera impossible d'entreprendre avec avantage quelque opération de longue durée, puisqu'il faut constamment réunir un conseil de guerre à tout propos entre les Alliés: on perd là l'avantage du secret et de la rapidité d'exécution, qui sont cependant indispensables pour la réussite de toute grande entreprise. Il y a encore un autre inconvénient à signaler: c'est que la présence de tant de personne d'humeur différente, souvent jalouses les unes des autres, et dont les intérêts sont distincts, fait que l'un émet toujours un avis opposé à l'autre, de parti pris, et qu'on ne peut arriver à se mettre d'accord.

"Je ne le dis point parce que j'ai l'honneur d'être de l'armée alliée, mais il est absolument nécessaire de conférer au général en chef le pouvoir d'agir comme il le croit convenable, d'après son propre jugement, sans même être obligé de communiquer à d'autres ses projets, si ce n'est dans la mesure qu'il croit utile. Les succès que nous avons remportés dans la dernière campagne sont dus, avec l'aide de la Providence, au pouvoir discrétionnaire dont était revêtu le commandant en chef, et que je voudrais voir lui conférer de nouveau pour le bien du public et celui des Etats. Si vous croyez que toute autre personne s'en acquittera mieux que moi, je suis prêt à lui céder le commandement et me reposer dans qeulque ville par ici: j'aurai un très bon prétexte, car je suis réellement malade.

"Je sais que ce sujet est très délicat, mais il est de la dernière importance; sans ce pouvoir discrétionnaire, aucun général en chef ne peut agir offensivement avec avantage ni s'acquitter avec honneur de la mission de confiance dont il est investi à la face du monde.

"Le lieutenant général Hompesch vous dira ce que j'entreprendrais si j'en avais la falculté; et vous conviendrez, j'en suis sûr, que si je réussissais, la guerre serait bientôt terminée à notre avantage. Si, au contraire, vous laissez le commandement de l'armée tel qu'il est, c'est-à-dire entre les mains d'un conseil de guerre, il faut vous attendre, dans cette campagne, tout au plus à la prise de L... Et encore, si on laisse les Français renforcer successivement leur armée par des détachements à leur aise, ils pourront nous empêcher d'arriver à aucun résultat.

"Si je n'était pas à la tête de l'armée, j'en pourrais dire beaucoup plus sur ce sujet, car je crois que le bon ou mauvais résultat de cette campagne-ci dépend de la résolution que vous allez prendre; quelle qu'elle soit, vous n'avez pas de temps à perdre."

Pas de conseil de guerre, mais un chef unique, demande Malborough. C'est le seul moyen de garder l'avantage du secret et de la rapidité d'exécution. C'est le seul moyen de pouvoir agir offensivement avec avantage.

De même ne serait-il pas inutil de mettre sous les yeux de nos ministres français les instructions que le roi Louis XIV ou son ministre Louvois—qui étaient des civils—adressaient aux généraux commandant les armées françaises. Ils verraient comment une guerre se peut mener par des civils tout en laissant aux commandants d'armées la responsabilité pleine et entière des opérations militaires, et pour cela la liberté pleine et entière de leur plan, de leur préparation de leur conduite.

De l'autre côté des lignes qui limitent le front occidental, il est assez disgrâcieux de penser qu'un empereur d'Allemagne, investissant son Hindenburg de pleins pouvoirs, n'a pas fait autre chose que de s'inspirer des conseils de son prédécesseur Frédéric II qui écrivait de Breslau le 11 mars 1748 au prince Henri, son frère, chargé du commandement de l'armée en Saxe:

"Je défends expressément tout conseil de guerre pour vos opérations; je vous donne plein pouvoir d'agir comme vous le trouverez bon, de vous battre, de ne point vous battre, en un mot, de prendre en toutes occasions le parti que vous croirez le plus avantageux et le plus conforme à l'honneur."

Le même Frédéric, ayant à lutter contre les forces combinées de la France, de l'Autriche et de la Russie, écrivait encore—et la page est à méditer: "Ces forces supérieures, ces populations venant de tous les coins de la Terre contre nous, quel résultat ont-elles obtenu Est-il permis, avec tant de moyens, de forces, d'armées, de faire aussi peu? N'est-il pas clair qu'en réunissant leurs efforts dans une action commune, elles auraient écrasé un à un tous nos corps et, en se portant concentriquement en avant, réduit nos troupes à la défense de la capitale? Mais l'excès de leurs forces les a perdus. Ils se reposent les uns sur les autres. De là le décousu de leurs opérations, la lenteur de l'exécution de leurs desseins. Que de moments, que d'occasions favorables ils ont perdus!

En un mot, à quelles énormes fautes devons-nous notre salut!"

La guerre actuelle ne se fait pas entre pays jeunes ayant à improviser des solutions. Elle se fait entre vieux pays qui ont un passé où puiser leur expérience. Or ce passé nous crie: "Jamais les conseils n'ont donné l'unité de direction. Toute oeuvre est l'oeuvre d'un homme. La guerre ne peut être conduite que par un chef."

* * *

AU CLUB "LE CANADA"

Cette institution sociale et nationale continue tranquillement son oeuvre patriotique. Ses membre et leurs amis sont heureux d'avoir, en plein centre de Winnipeg, un local bien situé où ils sont sûrs de trouver, à n'importe quel moment de la journée, tout le comfort qu'il est possible de désirer. C'est le rendez-vous, non seulement de ceux que leur occupation engage continuellement à Winnipeg, mais de tous ceux que leurs affaires appellent de temps à autre dans la Métropole de l'Ouest: c'est par conséquent l'endroit par excellence où l'on est sûr de faire d'intéressantes connaissances. On connait l'adresse: 282 rue Main, en face du Bureau Industreil.

Les parties de cartes de la saison d'hiver recommenceront demain vendredi 4 janvier à 8 h. 30 très précises. Les prix seront particulièrement intéressants.

—Communiqué.

L'un des bons moyens d'aider le journal, c'est d'encourager les fournisseurs qui lui donnent leurs annonces.

Demande d'application pour divorce

Avis est par la présente donné que Mary Clay Ewart, de la Cité de Winnipeg, dans la Province de Manitoba fera application au Parlement du Canada a sa prochaine session d'un acte de divorce avec son mari, Allan Campbell Ewart, de la Cité de Winnipeg, avocat, pour adultère et désertion.

Daté à Winnipeg, dans la province de Manitoba, le 11ème jour de décembre A.D. 1917.

MARY CLAY EWART,
Par Hough, Campbell et Ferguson.
6-15 Son avocat.

AVIS

Images pieuses pour Noël sur réception de $1.00 mandat de poste, nous enverrons n'importe au au Canada, poste payée, prêt à encadrer les quatre images suvantes: Sacré-Coeur de Jésus, Sacré-Coeur de Marie, la Sainte Famille, l'Ange Gardian.

Les images sont superbement finies en carbon brun; 16x20 pouces.

Pleine valeur pour l'argent. Vous ne serez pas désappointés. Envoyez votre ordre.

Adresse:

CATHOLIC SUPPLY CO.
Publishers of Catholic Pictures.
46, St-Alexandre, Montréal, Qué.

LOI CONCERNANT LES HOMESTEADS DANS L'OUEST

Toute pesonne se trouvant seul chef de famille ou tout individu mâle de 18 ans, qui au commencement de cette guerre était et est depuis demeuré sujet britannique ou d'une puissance alliée ou neutre, pourra prendre comme homestead un quart de section de terre de l'Etat disponible au Manitoba, dans la Saskatchewan ou dans l'Aberta. Le postulant devra se présenter à l'agence ou la sous-agence des terres du Dominion pour le district. L'entrée par procuration pourra être faite à n'importe quelle agence, mais non à une sous-agence, à certaines conditions. Devoir: Un séjour de six mois sur ce terrain et sa mise en culture chaque année au cours de trois ans.

Dans certains districts un colon peut se procurer par préemption un quart de section contigu. Prix: $3.00 de l'acre. Devoir: Résidence de six mois chacune des trois années suivant l'obtention de la patente et mise en culture de 50 acres supplémentaires. On peut, moyennant certaines conditions, obtenir une patente de préemption aussi rapidement qu'une patente de homestead.

Un colon ayant obtenu sa patente de homestead et ne pouvant obtenir une préemption pourra acheter un homestead dans certains districts. Prix $3 l'acre. Devra y résider six mois dans chacun des trois ans, cultiver 50 acres et bâtir une maison valant $300.

Moyennant certaines conditions ceux qui détiendront une entrée pourront faire compter comme temps de résidence leur temps de travail sur la ferme en 1917.

Quand sera annoncé un jour d'entrée de terres du Dominion, les soldats qui auront fait du service outremer et qui auront été honorablement licenciés jouiront d'un jour de priorité pour faire leur entrée à l'agence locale (non pas à la sous-agence).

Ils devront présenter leur certificat de congé définitif.

W. W. CORY,
Sous-ministre de l'Intérieur.

N. B.—La publication non autorisée de cette réclame ne sera pas payée.

LA CONFEDERATION

(Suite de la 1ère Page)

semblé vouloir séparer, sont maintenant unis par des lignes de fer auxquelles s'ajouteront bientôt des voies de communication par eau; le Canada aura des débouchés à l'Est et à l'Ouest; le siècle prochain sera le notre; si nous le voulons. L'avenir est entre nos mains. mais jamais encore ceux qui se prétendent en droit de diriger le peuple se sont vus dans une situation portant en elle des responsabilités plus grandes et plus lourdes.

Il faut avouer que depuis quelques années on s'y est bien mal préparé et s'il fallait juger de l'avenir par le moment présent, le coup d'oeuil serait peut-être plus sombre que gai.

Nos concitoyens de langue anglaise semblent vouloir trop souvent oublier que la confédération dont les statuts avaient pour but le respect des droits des minorités, de la liberté des nationalités, la bonne entente et la concorde parmi toutes les races a reçu bien des accrocs et des coups, sinon toujours dans la lettre, au moins dans l'esprit de sa constitution.

Les fauteurs de discorde ont eu bien souvent trop beau jeu pour donner libre cours à leurs désirs de soulever la haine et l'antipathie de races et de religion. Nous sommes arrivés au jour ou les chefs d'Etat doivent se montrer à la hauteur de leurs responsabilités ou le pays s'il ne sombre pas, verra au moins sa marche arrêter pendant de longues années. A eux incombe le devoir de faire taire les insulteurs, les ignorants, les fauteurs de discorde, les souffleurs de préjugés. A eux incombe le devoir de diriger les délibérations dans la voie du respect mutuel. Ils doivent être de taille à s'élever au dessus de la fumée du fanatisme et des basses passions. Ils doivent avoir la force et la volonté sincère de diriger le peuple dans la voie des concessions justes et équitables ou bien, l'histoire impartiale leur fera porter la lourde responsabilité d'avoir conduit par leur faiblesse ou leurs propres préjugés, notre pays à la ruine.

Ne nous le cachons et disons-le franchement.

La haine de race dans notre pays a été chauffée à blanc. L'union des coeurs et des volontés est actuellement un vain mot. La confiance et le respect mutuels n'existent pas. On voit rouge aujourd'hui au Canada. Le temps est arrivé ou cela doit cesser ou l'édifice va craquer. Il faut de toute nécessité avoir aujourd'hui, d'abord le courage de le reconnaître, ensuite de prendre les moyens nécessaires pour parer au danger.

Que les hommes aujourd'hui au pouvoir ne se laissent pas tourner la tête; la victoire d'hier s'ils n'y prennent garde, et s'ils se laissent griser par un verdict emporté dans des circonstances particulières peut leur rapporter un reveil terrible. Une élection gagnée ou perdue, n'est pas grand chose dans la vie d'un peuple. Qu'ils n'oublient pas que l'on ne peut arracher ni la langue d'une peuple, ni la foi de son coeur; les peuples ne meurent pas; l'unité de langue n'existera jamais, le ciel sera toujours en haut, et il faudra un jour, bon gré mal gré, ramener Dieu à l'école, même s'il faut pour cela, permettre aux catholiques d'y enseigner librement les dogmes et les préceptes de leur croyance et de leur foi.

Que nos frères de la province de Québec, de leur côté n'aillent pas croire qu'ils puissent s'isoler et développer la nationalité Canadienne-française par leur seule et unique action. Qu'ils ne perdent jamais de vue et ne négligent jamais la vitalité des rameaux qui se rattachent au tronc principal de l'arbre de notre nationalité. Nous ne pouvons vivre forts et prospères sans eux; ils mourront sans nous. Les branches ont besoin du tronc, celui-ci dépérira sans celles-ci.

Les Canadiens-français de l'Ouest ont besoin de la confédération. Ils ne veulent pas s'en séparer et la province de Québec n'a pas le droit de songer à briser les liens qui nous retiennent au berceau de notre existence.

L'oeuvre à accomplir par les Anglais comme par les Français est l'effort veritable pour ramener les différents élements de notre pays dans le chemin qui a été tracé par les pères de la confédération. Que cela soit difficile, peut-être? Que ce soit impossible nous ne le croyons pas. Mais parler de briser la confédération, c'est plus qu'une utopie! C'est un crime.

Paroles vraies alors, paroles vraies aujourd'hui

(Suite de la 1er page)

sera seul à décider de la politique générale du Canada.

Il ne faut pas faire croire à nos compatriotes que parce qu'ils sont canadiens-français ils n'ont pas vis-à-vis de l'Angleterre les mêmes devoirs que les canadiens-anglais.

Il ne faut pas non plus les mettre sous l'impression que tous les intérêts des canadiens-français sont sur les bords du St-Laurent.

La nationalité canadienne-française a dans Ontario et à l'ouest des grands lacs, une importance qu'il ne faut pas amoindrir.

Il ne faut pas oublier, qu'à part nos intérêts particuliers comme canadiens-français, il y a aussi la puissance de l'Angleterre, notre suzeraine, qu'il s'agit de sauvegarder.

Le Canada est notre pays; nous ne saurions en avoir un autre; nous y sommes nés, nous y mourrons; il doit être l'objet de notre amour, de notre travail, de nos aspirations.

Mais le Canada appartient à la Couronne Britannique.

Notre drapeau est le drapeau anglais. Nous sommes des citoyens anglais et si nous voulons être dignes de la protection du Union Jack, nous devons être prêts à le défendre au prix de notre vie et de notre sang; nous devons être prêts à l'empêcher de tomber entre les mains de son ennemi ,que cet ennemi soit n'importe quelle puissance.

Quoique nous fassions, quoique nous disions, nous n'empêcherons pas les puissances qui aujourd'hui se disputent le pouvoir du monde, de se jeter sur l'Angleterre si elles croient le moment opportun de démembrer l'Empire anglais.

Notre propre puissance, notre propre sécurité, notre vie dépendent de la puissance de l'Empire anglais dans le monde.

Certes, il appartient d'abord à l'Angleterre de défendre ses possessions.

L'Anglais d'Angleterre ne peut pas rejeter sur les épaules des coloniaux la seule responsabilité de défendre ses droits.

Mais si la sécurité de l'Angleterre, de l'Empire anglais, en face des armements et des préparatifs des autres nations réclame la participation des autres colonies disséminées dans le monde entier, nous n'avons qu'une chose à faire, c'est de donner à l'Angleterre l'aide dont elle a besoin; c'est de montrer au monde qu'elle ne sera pas seule au moment du danger.

Ce sera là du reste, le meilleur moyen d'assurer la paix et de rabattre la présomption des autres.

Ce serait déloyal que de songer à l'annexion aux Etats-Unis; ce serait déloyal que de songer à l'indépendance du Canada. Ce serait déloyal que de préconiser une politique qui tendrait vers cette fin.

La seul loyauté possible est l'union plus intime avec l'Angleterre. Cette union peut s'effectuer sans amoindrir notre autonomie.

Mais même abstraction faite de toute idée de loyauté et de devoir envers la mère-patrie, même en nous retirant sur le terrain moins élevé et plus égoïste de notre seul intérêt comme canadien-français. Notre perte serait dans l'annexion ou dans l'indépendance du Canada.

Nous formons une nationalité puissante, les progrès de notre peuple ont été merveilleux, nous comptons en Amérique par notre courage et notre attachement à notre langue et à notre foi; mais ne nous abussons pas de mots et d'idées orgueilleuses, nous ne sommes ni assez forts, ni assez nombreux pour faire un peuple à part.

Notre sauvegarde est la puissanse de l'empire anglais. Notre protecteur est le drapeau anglais.

Nous serons forts aussi longtemps que la métropole, Londres, sera toute puissante, et si un jour cette métropole se trouvait en danger, notre devoir, le souci de notre conservation, notre honheur, seraient de défendre la capitale anglaise contre n'importe quel ennemi, même s'il falait aller la défendre chez elle.

Lameilleure politique est de prévenir les coups et d'aider à l'armement de la marine britannique de telle sorte qu'elle puisse braver toute attaque.

JOSEPH BERNIER,
(*Le Manitoba*).

Situation dans la Province de Québec

Nous extrayons de l'*Enseignement Primaire* de septembre 1917 cette pièce importante :

At the convention of the Dominion Educational Association held at Ottawa on January 31st and February 1st and 2nd, 1917, the delegates gave an account of conditions and progress of school work in the different provinces. Mr. J. C. Sutherland, inspector-general of the Protestant schools of Quebec, was requested by the Superintendent to report of the Proceedings we make the following quotations, with some verbal corrections furnished by Mr. Sutherland himself :

"We have a Department of Public Instruction as in the other Provinces, but there is no Minister of Education. At the same time the Secretary of the Province is responsible for the Department to the Legislature. The head of the Department is the Superintendent. Next, there are two secretaries of the Department, an English secretary and a French secretary. The division is not Catholic and Protestant, but of course it is essentially that. Nevertheless, on the English side we prepare the replies to all English correspondence, Catholic or Protestant, and on the French side all the French correspondence, Catholic or Protestant, is attended to. When the questions are mere matters of fact, there is no reference from the one side to the other, but when it is a question of giving advice there is mutual consultation. There has never been a particle of friction in the Department in this respect since Confederation or before that date. The Council of Public Instruction is not, as in other provinces, merely the cabinet. It is a large body consisting of the Roman Catholic bishops of the Province and a number of appointed members, Roman Catholic and Protestant. It is divided, however, into the two committees. The Catholic Committee makes the Regulations for the Catholic schools and the Protestant Committee makes the Regulations for the Protestant schools. These are the regulations for the organisation and the discipline of the three kinds of public school—the elementary, model and academic. Each committee makes its own regulations regarding the courses of study (including the languages), the holidays, the text-books, the inspection boundaries, the examinations for inspectors, teacher-training, etc.

Dr. Waugh : You have no county inspectors?

Mr. Sutherland : No. The Catholic Inspectors have just about a county; some of them have as many as two counties; there are forty-six Catholic inspectors. Inspector Honeyman has the Counties of Pontiac, Labelle and Ottawa, but in all three counties he has only 126 schools, nearly all single-teacher schools. Consolidation is making progress. We are doing just what Dr. McKay spoke of. We speak of that smaller kind of consolidation as partial, and the complete consolidation is where we gather in five or six schools, and they are all under one board, which makes it easier, and we call that complete consolidation because they can be raised to model rank. In regard to the grants for consolidation, the Government gives us carte blanche to say how much we shall give. I go to the Boards, hold public meetings, find out how much it is going to cost them, and if the rate is low, 40 cents, I say to them : "Come up 10 cents and we will give you so much towards yours transportation." When Sir Lomer Gouin first proposed this grant at the request of my old friend, the late Hon. Mr. Mackenzie, the Provincial Treasurer, he asked how much we would need; I said I could not tell; we would want perhaps a couple of thousand dollars the first year. He said: "Take what you need, but we will put you a limit for the time being of $6,000." Well, we have not come up to that yet; I think this year will be a little over $4,000. Let me tell you that that is to the Protestants, and that the Catholics are not getting a cent for consolidation because they are not asking for it; but whatever is needed for it; but whatever is needed for Protestant education is cheerfully given. Let me tell you a little secret. For 51 years they did not increase the number of the normal schools, until about four years ago. We were receiving one-third of the grants for normal schools. The Government of that day, before Confederation, said: "You Protestants pay more attention to normal school training than we do; we are going to give you more." The grant was $50,000 and the Protestant share was $16,000 when we were only only entitled to $6,000 or $7,000.

Dr. Waugh : Dou you now how that was arrived at?

Mr. Sutherland : They just said, "You are entitled to more because you take more interest in normal school training."

Inspector Lang : You are not really under an iron despotism, then?

Mr. Sutherland : No. We have wonderful freedom, and whatever is needed is given. We never have any trouble. Agriculture and drawing are the only compulsory subjects in the general school law. I was on the Protestant Committee for seven years before I was appointed in the Department. The members of the Committee are appointed for life by Government; they never remove anybody. The law says: "During good behavior," but as a matter of fact they never remove them. There is no salary, but they pay the expenses. The Protestant Teacher's Association of the Province elects a member every years also. School gardens are practically gone from our Protestant schools whilst in the Catholic schools they are growing; they have now nearly a thousand school gardens, and they have an enthusiastic man, Prof. Dallaire, working horticulture with it, and have had some charming results. In the Protestant parts of the country, the shool garden has to be neglected for two months in the year, whereas on the Catholic side the teacher lives near the school and she can look after it, and therefore it is attended to in the system of reporting for the census, and summer time. We have a complete also for the school attendance.

Dr. Waugh : The text books have been greatly improved in the last 16 years?

Mr. Sutherland : Yes.

Dr. Carter : You are getting along very harmoniously, and you seem very optimistic.

Mr. Sutherland : We never have any trouble; we are as happy as clams down there.

LE MANITOBA

Un accident à notre moteur, nous a empêché de publier notre journal la semaine dernière. Nous le regrettons vivement et nous en demandons pardon à nos lecteurs.

1918

Bonne et heureuse année à tous nos lecteurs. Puisse le Dieu de miséricorde et le Maître du monde donner la paix aux nations et que son divin coeur règne dans toutes les familles.

L'AUSTRALIE

Cette colonie exclusivement anglaise vient de donner une majorité de votes écrasante contre le principe de la conscription.

Que diraient ces messieurs et à quel degré d'enthousiasme monterait leur patriotisme si on les qualifiait de bâtards, de traîtres, de renégats, d'hommes sans coeur, de pestiférés, comme l'on ne s'est pas gené de nommer les Canadiens-français lors de la dernière élection au Canada.

Nous devons féliciter les insulteurs de toutes sortes d'avoir eu au moins assez de désense pour respecter leur propre sang s'ils n'ont pas eu assez d'honneur pour respecter le nôtre.

ASSOCIATION D'EDUCATION DES CANADIENS FRANCAIS DU MANITOBA

On ne nous en voudra pas d'insister de nouveau sur l'importance des renseignements que nous avons demandé à différentes personnes de nous fournir. Encore une fois, nous comptons faire de cette documentation la base de notre action; si elle nous manque, notre activité en sera notablement diminuée.

* * *

Les institutrices qui désirent trouver de l'emploi pour le second terme scolaire sont priées de s'adresser au bureau de l'Association; plusieurs places sont vacantes, dans le moment, pour lesquelles on nous a demandé de trouver des professeurs.

L.-P. GAGNON,
Secrétaire de l'Exécutif.

Chez Nous ET autour de Nous

Le Jour de Noël s'est passé bien tranquillement à Saint-Boniface.

Depuis quelques jours le thérmomètre se tient de 30 à 34.

Le conseil de ville de Saint-Boniface à voté la somme de $1,000 aux affichés d'Halifax.

M. Léon Gaudet du Fort Alexandre, Man., est en visite à Saint-Boniface, il est l'hôte de M. et Mme A. Gauvin.

Jeudi, 19 janvier prochain à 8 heures du soir dans la salle de l'Ecole Provencher à Saint-Boniface concert Nicolas Poppeldoff au profit de l'oeuvre des orphelins Belges en Hollande et en Suisse. Avis aux personnes charitables et amateurs de bonne musique.

Première séance du nouveau conseil de ville le 3 janvier, demain à 10 heures a.m.

La Norwood Press à cessée sa publication temporairement.

SAINT-GEORGES

Une dizaine de nos gars se préparent pour partir pour le service militaire.

Notre école fut visitée par Monsieur l'Inspecteur A. Willows qui durant sa visite ici, a trouvé nécessaire de diviser notre district scolaire en deux; viz, District Allard, Sud; et District Léonard, Nord.

Comme nous attendons le chemin de fer pour le printemps nous espérons recevoir bon nombre de nouveaux colons, car il y a encore une bonne douzaine de "homestead" à prendre dans le Township 18, Rang 10 Est et tout le monde devrait savoir qu'il n'y a pas de meilleur place dans tout le Manitoba qu'ici à Saint-Georges où nous échappons toujours aux gelées précoces du printemps et de l'automne et il n'y a pas de meilleure eau dans l'univers que celle de la Rivière Winnipeg qui est remplie de milliers de poissons. Les bois fournissent de l'ouvrage et du gibier.

Ici nous ne connaissons pas encore le résultat des élections; tout ce que nous savons c'est que Richardson n'a pas eu besoin d'une charette pour emmener ses ballots, Nous avons prouvé à cet *individu* que nous n'oublions pas les injures et nous avons profité de l'occasion pour lui donner une leçon. Sans rancune.

Un fait étrange à eu lieu à cette élection, Monsieur Léon Gaudet a voté la première fois de sa vie, vu qu'il était toujours au Nord.

—*Communiqué.*

L'UNITE DE COMMANDEMENT

II

Ce chef unique, nous n'avons même pas su le faire chez nous. Puisque M. Lloyd George nous a invités à déchirer les voiles, et à parler librement du passé de la guerre, il apparaît clairement aujourd'hui que, dès le jour que le front de bataille où s'étaient heurtées sur la Marne, sur l'Aisne et sur l'Yser les forces allemandes contre les forces franco-anglaises, avait atteint d'un côté la mer et de l'autre côté la frontière suisse, et s'était stabilisé, la guerre n'avait revêtu qu'apparemment une nouvelle forme. On a accoutumé, pour la commodité des divisions historiques, d'opposer la période de la guerre de mouvement qui aurait duré trois ou quatre mois à la période de la guerre de tranchées qui durerait encore. En réalité, cette opposition commode n'est acceptée que par les gens à courte vue. Il y a eu stabilisation de la guerre, parce que les adversaires en présence n'ayant prévu ni d'une part ni de l'autre sa durée, ni les ressources qu'elle nécessiterait, se trouvèrent dans l'obligation de construire le matériel et de fabriquer les munitions qui leur devenaient indispensables pour s'assurer le succès. Mais d'autres champs s'ouvraient à eux pour entreprendre les manoeuvres d'ailes que la continuité du front rendait impossibles sur le front occidental. L'opération des Dardanelles, l'offensive devant Salonique, l'opération serbe, l'opération roumaine, le va-et-vient des opérations russes, l'entrée en scène de l'Italie, l'offensive sous-marine ne sont pas autre chose que les divers actes du renouvellement incessant de la guerre de mouvement. Il nous faut temps nous avons été devancés dans les décisions à prendre au cours de cette guerre devenue mondiale. Une date suffira à nous le démontrer. Le décret qui nomme bien reconnaître que la plupart du le général Joffre généralissime est du 2 décembre 1915. Or, dès le mois de novembre 1914, le général en chef du front français devait porter ses regards au delà de notre frontière.

Ce décret trop tardif du 2 décembre 1915 a été rapporté. Il n'y a plus de généralissime français. Le général qui commande en chef sur le front de France ne peut concerter directement son action ni avec le général commandant en chef l'armée de Salonique, ni avec le général commandant en chef l'armée d'Italie. Il peut se voir enlever des divisions, sans les suivre, sans les renforcer, ni les relever. Cette situation anormale ne peut que le vouer fatalement aux opérations limitées. Et l'on a pu lire d'absurdes commentaires opposant une méthode d'offensive à objectif limité à une méthode plus hardie d'offensive destinée à obtenir des résultats stratégiques, comme si la méthode d'un grand général était à ce point bornée qu'elle ne pût faire face aux circonstances qui se présenteraient, ni les prévoir pour les utiliser; comme si, pour prendre un exemple concret, la méthode défensive employée à Verdun pour endiguer l'extraordinaire effort allemand n'avait pas fait place à la méthode offensive dès que les arrières furent suffisamment consolidés pour ne plus redouter les contre-attaques, et le matériel réuni jugé suffisant?

Dans un livre qui démarque en partie le jugement trop systématique de Taine sur Napoléon dans les *Origines de la France Contemporaine,* le colonel Yorck de Wartenburg montre bien que, si Napoléon a toujours admis l'existence d'une méthode en art miitaire, il a toujours subordonné l'emploi de cette méthode aux circonstances et aux obstacles rencontrés.—"Tous ces grands capitaines de l'antiquité, a-t-il écrit dans le *Mémorial de Sainte-Hélène,* et ceux qui plus tard, ont dignement marché sur leurs traces, n'ont fait de grandes choses qu'en se monformant aux règles et aux principes naturels de l'art, c'est-à-dire par la justesse des combinaisons et le rapport raisonné des moyens avec leurs conséquences, des efforts avec les obstacles."

Et Bourrienne dans ses Mémoires lui prête ces paroles: "La science militaire consiste à bien calculer toutes les chances d'abord, et ensuite à faire exactement, presque mathématiquement, la part du hasard. C'est e nce point qu'il ne faut pas se tromper et qu'une décimale de plus ou de moins peut tout changer."

Or, par le fait même qu'on ne donne pas à un général la disposition de toutes ses forces et de tous les terrains de manoeuvres, on limite son action et on le voue à des opérations incomplètes. La première nécessité qui s'impose, si nous voulons bien finir la guerre, c'est d'avoir un chef français unique; la seconde, c'est d'avoir pour toute la coalition un chef unique.

* * *

Un chef unique pour la coalition, voilà à quoi nous devons tendre toutes nos forces en France, après avoir toutefois réalisé l'unité du commandement français. Quand aimerons-nous assez notre pays pour lui sacrifier nos divisions et nos désaccords et nous réunih dans son exaltation? Ce pays, dans la guerre, n'a pas cessé de jouer le premier rôle et nous n'avons pas su le souligner en temps opportun. Il semblait que nous fussions atteints d'une pudeur exagérée dès qu'il s'agissait de montrer l'effort français. Nous avons tour à tour célébré l'effort anglais, l'effort italien et nous guettons, pour le célébrer à juste titre, l'effort américain. Mais l'effort français, il devrait resplendir par delà toutes nos discussions, il devrait rayonner en chacun de nous inspirer plus d'admiration et de confiance.

Au mois d'août 1914, quand se joua le pire drame de l'histoire du monde qui semblait devoir sombrer dans le triomphe de la force brutale, la France eut la mission glorieuse et dangereuse d'opposer une barrière à l'invasion. Mais la France était un pays de moins de 40 millions d'habitants en face d'un pays de 70 millions qui depuis quarante ans se préparait à la guerre. Elle dut, pour se ramasser dans toutes ses forces, évacuer une partie de son territoire, la plus riche, elle n'hésita pas à le faire, ce qui lui permit de livrer l'immortelle bataille de la Marne qui rompit le flot allemand. Elle dut ensuite élever avec des poitrines de chair une digue jusqu'aux Flandres, jusqu'à la mer. Ce fut elle qui permit aux Alliés de créer et instruire les armées nécessaires. Ce fut elle qui, à Verdun immortel comme la Marne, brisa une seconde fois la ruée allemande. "La défense de Verdun, a dit M. Lloyd George avec son émouvante éloquence, restera un sujet d'étonnement et d'orgueil jusqu'à ce que la terre se refroidisse.

Les pertes de la France, cependant, ont dépassé toutes les autres pertes. L'effort industriel de la France a dépassé toutes les autres productions industrielles. En sorte que, dans tous les domaines, la France, nul ne lui refusera ce beau titre, a été la plus généreuse de toutes les nations de la colition. Mais surtout elle a montré une supériorité militaire qui ne saurait être contestée et que les Alliés sont sans doute prêts à nous reconnaître. Ce qu'elle a été au début dans la manoeuvre de la Marne, elle vient de montrer qu'elle l'était avec plus de perfection encore. Cette bataille de la Malmaison, dont le succès tactique a entraîné un premier résultat stratégique, sera plus tard pour les critiques militaires un objet d'admiration pour sa sûreté, sa méthode et ses résultats. L'armée française a réorganisé l'armée serbe, l'armée roumaine. Elle n'a pas cessé de développer son matériel et le dressage de ses soldats. Sacrifices d'une part, et de l'autre, maîtrise militaire, n'est-ce point assez, et quel gouvernment ne sentirait la nécessité de s'appuyer sur un tel pays pour en faire l'âme militaire de la coalition?

Est-ce trop demander à nos alliés? Mais la direction militaire est-elle donc la seule et d'autres directions ne s'imposent-elles pas qui ont la même importance? La direction des mers ne devrait-elle pas être attribuée à un amiralissime anglais? Y aurait-il donc un inconvénient à ce que les Etats-Unis deviennent les pourvoyeurs de la coalition et lui fournissent les matières premières, les produits ouvrés, le fret en accord avec elle, mais sous leur direction? Ainsi les grandes charges seraient-elles réparties. Notre part semble être avant tout la part de direction militaire, car une direction de la guerre doit nous assurer que le sang français n'a pas été répandu en vain dans le passé sera ménagé dans l'avenir et sera assez abondant encore pour que les résultats de la guerre ne soient pas stérilisés pour nous par nos pertes.

Un officier alemand, fait prisonnier en avril dernier en Champagne, disait avec fierté, pour montrer sa confiance dans l'avenir: "Nous avons Hindenburg et les sous-marins." Or, un Hindenburg a été fait par l'Allemagne. Ce n'est ni son génie, ni sa compétence universelle qui lui ont donné son autorité à son choix, et c'est le consentement unanime de la confiance allemande.

Il est temps que la coalition ait enfin son Hindenburg. Il appartient à la France de le réaliser par sa confiance et de l'offrir à ses alliés.

* * *

Nos abonnés en retard voudront bien nous faire parvenir sans plus de délai les montants qu'ils nous doivent pour le service du journal.

PETITES ANNONCES

ON DEMANDE—Deux filles pour la cuisine et salle à diner—Hotel Québec. —6

A LOUER — Maison moderne No. 460 rue Saint-Jean-Baptiste. S'adresser à M. Camille Dussault, Hôtel de Ville. —52

ON DEMANDE—Des hommes pour montrer des échantillons pour une grande maison faisant affaire par la poste. Position permanente. $2.00 par semaine. The Consumers Association, Windsor, Ontario.

A VENDRE—Un magasin, épicerie et restaurant coin des rues Cathédrale et Desmeurons, à quelques pas des Ecoles Provencher et Couvent des Soeurs Jésus-Marie. S'adresser au No. 504, rue Desmeurons, Saint-Boniface. —4

Une personne demande de l'emploi à la journée. S'adresser au No. 221 Garry, Winnipeg. 6

Robes pour dames. Tout ouvrage garantie. Prix moderé. 110½ rue Laverendrye.

THEATRES

Walker—Cette semaine "Mrs. Wiggs's of the Cabbage Patch", comédie joué par May B. Hurst. Pour la semaine du 7 janvier, comédie musicale "Katzenjammer Kids".

Orpheum — John Hyams et Leita McIntyre dans "Maybloom". Semaine du 7 janvier, comédie délicieuse. Felix Bernard et Eddie Janis dans "Musical Highball". Piano et violon. Harry Beresford et Cie dans "Mind Your Own Business". Stuart Barnes, comédien. Ruth Roye, comédienne. Cirque zoologique. Valonova Gypsies: Une nuit dans une camp de gypsie. Vues animées.

Winnipeg—Cette semaine "The Three Twins". La semaine prochaine "Romance". Matinée, mardi, jeudi et samedi.

Renseignements généraux sur le Théâtre Walker

Les soirées commencent à 8.30 hrs
Les matinées à 2.30 hrs.

Les billets sont en vente au bureau du théâtre, de 10 hrs. a.m. à 10 hrs. p.m. Le téléphone pour billets réservés est: 2520 Garry ; les billets sont retenus jusqu'à 6 hrs. p.m. seulement; les vestiaires sont situés côté droit du foyer, au premier; du côté gauche au balcon; les manteaux y sont gardés par les femmes de service.

M. EMILE DUGAL annonce à ses amis et au public qu'il a formé une société connue sous le nom de Dugal & Voyer. Ces messieurs s'occuperont du système de plomberie, chauffage, etc. Avenue Taché, Bloc Dubuc. Téléphone Main 2125. Résidence, M. Dugal Main 7469. Résidence, M. Voyer, M 2126.